

COPIE

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés en l'audience des saisies immobilières du Juge de l'Exécution du Tribunal de Grande Instance de **PARIS** séant dite ville au Palais de Justice, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur.

SUR SAISIE IMMOBILIERE

EN UN LOT

A PARIS 13^{ème}, Tour RIMINI, 8 avenue de Choisy, un appartement d'une pièce principale au 9^{ème} étage, une cave au 4^{ème} sous-sol.

Aux requêtes, poursuites et diligences du **SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES** de la Tour RIMINI sise 8 avenue de Choisy à PARIS 13^{ème}, représenté par son Syndic, la Société Cabinet LOISELET PERE, FILS ET F. DAIGREMONT, SA au capital de 3 000 000 €, identifiée au SIREN sous le numéro 542 061 015 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE, dont le siège social est 67 route de la Reine à BOULOGNE-BILLAN COURT (Hauts-de-Seine), venant aux lieu et place du Cabinet Foncia Gobelins, prise en la personne de ses représentants légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

Dûment habilité à poursuivre la présente vente par décision de l'assemblée générale des copropriétaires dudit immeuble en date du 27 mai 2019.

Ayant pour avocat la SELAFA CABINET CASSEL, représentée par Maître Hervé CASSEL, Avocat au Barreau de PARIS, demeurant 84 rue d'Amsterdam à PARIS 9^{ème}.

Laquelle est constituée à l'effet d'occuper sur les présentes poursuites de saisie immobilière et leurs suites.

1^{er} rōb

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU de la copie dûment en forme exécutoire d'un jugement rendu le 15 février 2018 par le Tribunal d'Instance de PARIS 13^{ème}, signifié le 18 avril 2018, définitif ainsi qu'il appert d'un certificat de non appel délivré le 16 octobre 2018.

Le poursuivant sus dénommé et domicilié, a suivant exploit de la SCP Charles OCHOA, Laure ASPROMONTE, Daphné HARANT, Huissiers de Justice Associés à BOBIGNY, en date du 2 octobre 2019, fait signifier commandement à :

....., née le : 6 à
LE (Vietnam), de nationalité française, épouse de Monsieur Joseph Patrick T....., demeurant 3 Chemin de l'Aubépine à NOISY-LE-GRAND (Seine-Saint-Denis).

Observation étant ici faite que étant actuellement sans domicile ni résidence connus un procès-verbal de recherches infructueuses en date du 2 octobre 2019 a été notifié dans les termes de l'article 659 du C.P.C.

D'avoir à payer dans les **HUIT JOURS** au requérant à l'acte, entre les mains de l'Huissier de Justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué, sus-dénommé et domicilié,

La somme de **SIX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT DIX HUIT EUROS QUATRE VINGT CINQ CENTIMES (6 498,85 €)** sauf mémoire, se décomposant comme suit :

20206

En vertu du jugement rendu le 15 février 2018 par le Tribunal
d'Instance de PARIS

Principal	5.131,73 €
Charges de copropriété et de travaux du 31/12/2014 au 29/11/2017 Appel du 4 ^{ème} trimestre 2017 inclus	
Intérêts au taux légal	294,62 €
A compter du 22/06/16 au 27/06/19 (3.917,24 €)	
Intérêts postérieurs	Mémoire
Intérêts au taux légal	
A compter du 12/07/17 au 27/06/19 (1.214,49 €)	78,26 €
Intérêts postérieurs	
Au titre des frais nécessaires	186,13 €
Intérêt au taux légal	11,99 €
A compter du 12/07/17 au 27/06/19	
Article 700 du CPC	500,00 €
Dépens	296,12 €
Assignation : 141,63 €	
Signification jugement : 108,17 €	
Saisie attribution solde : 46,32 €	
Coût du présent commandement et ses suites	Mémoire
TOTAL GENERAL, SAUF MEMOIRE :	6.498,85 €

Indication du taux des intérêts moratoires : condamnation assortie des intérêts au taux légal outre la majoration de 5 points de l'article L.313-3 du Code Monétaire et Financier.

Sans préjudice de tous autres dus, notamment des frais judiciaires et de ceux d'exécution.

Ce commandement a été publié au Service de la Publicité Foncière de PARIS 5 le 5 novembre 2019 volume 2019 S numéro 10.

Par exploit de
Huissier de Justice à
en date du
le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES de la Tour RIMINI sise
8 avenue de Choisy à PARIS 13^{ème} a donné assignation à Madame
d'avoir à comparaître à l'audience d'orientation du
jeudi 13 février 2020 devant le Juge de l'Exécution du Tribunal
Judiciaire de PARIS.

3^e rôle

DESIGNATION GENERALE DE L'IMMEUBLE

Dans un ensemble immobilier sis à PARIS 13^{ème}, 4 à 18 - 24 26 avenue de Choisy, 1 à 7 place de Vénétie; 96 à 104 boulevard Masséna,

Cadastré :

- Section CV numéro 11 pour une contenance de 1ha 29a 03ca
- Section CV numéro 20 pour une contenance de 1ha 16a 86ca

Observation étant ici faite que la parcelle CV n°20 provient de la division de la parcelle CV n°19 selon acte de cession et acte complémentaire établi par Maître LIEVRE, Notaire à PARIS, le 24 avril 2009 publié au 5^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS le 4 juin 2009 sages numéro B214P05 volume 2009 P numéro 1417, suivi d'une attestation rectificative du 9 juin 2009 publiée le 22 juin 2009 sages numéro B214P05 volume 2009 P numéro 1583.

DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS MIS EN VENTE

Dans le Volume TROIS (3)

Au 8 avenue de Choisy - Tour RIMINI

LE LOT NUMERO TROIS MILLE QUATRE CENTS (3 400) de l'état descriptif de division, savoir :

Un appartement situé au neuvième étage portant le numéro 1093 comprenant une pièce principale, entrée, cuisine, salle de bains, water-closet, placard.

Et les 23/100 000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les 23/16 227èmes des parties communes particulières au bâtiment.

Observation étant ici faite qu'un procès-verbal de description a été dressé par Maître Grégory HAMON, Huissier de Justice à PROVINS, le 20 novembre 2019, dont copie est donnée ci-après.

H. Stob

LE LOT NUMERO TROIS MILLE VINGT DEUX (3 022) de l'état descriptif de division, savoir :

Une cave située au quatrième sous-sol portant le numéro 1093.

Et les 0,5/100 000èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Et les 0,5/16 227èmes des parties communes particulières au bâtiment.

Tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent, et comportent avec toutes aisances, circonstances et dépendances et tous droits pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

OBSERVATIONS

1°/Cet ensemble immobilier a fait l'objet d'un règlement de copropriété et état descriptif de division suivant acte reçu par Maître FONTANA, Notaire à PARIS, le 25 juillet 1972 publié au 5^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS le 15 septembre 1972 volume 386 numéro 17.

Modifié selon acte reçu par ledit Notaire le 17 juillet 1973 publié le 4 septembre 1973 volume 683 numéro 1.

Modifié selon acte reçu par ledit Notaire le 17 juillet 1973 publié le 4 septembre 1973 volume 683 numéro 2.

Modifié selon acte reçu par Maître RENARD de SOULAGES, Notaire à PARIS, le 19 mars 1984 publié le 16 mai 1984 volume 3151 numéro 12.

Modifié selon acte reçu par ledit Notaire le 19 mars 1984 publié le 16 mai 1984 volume 3153 numéro 1.

Modifié selon acte reçu par ledit Notaire le 19 mars 1984 publié le 16 mai 1984 volume 3152 numéro 1.

5^e rôle

Modifié selon acte reçu par Maître LEMBO, Notaire à PARIS, le 29 avril 1988 publié le 7 juin 1988 volume 1988 P numéro 1850.

Modifié selon acte reçu par ledit Notaire le 29 avril 1988 publié le 7 juin 1988 volume 1988 P numéro 1851.

Modifié selon acte reçu par ledit Notaire le 29 avril 1988 publié le 7 juin 1988 volume 1988 P numéro 1849.

Modifié selon acte reçu par Maître RENARD de SOULAGES, Notaire à PARIS, le 20 septembre 1988 publié le 26 octobre 1988 volume 1988 P numéro 3452.

Modifié selon acte reçu par Maître FONTANA, Notaire à PARIS, le 3 décembre 1991 publié le 7 janvier 1992 volume 1992 P numéro 32.

2°/L'immeuble édifié dans le Volume TROIS (3) a fait l'objet d'un règlement de copropriété et état descriptif de division suivant acte reçu par Maître RENARD de SOULAGES, Notaire à PARIS, le 19 mars 1984 publié au 5^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS le 16 mai 1984 volume 3153 numéro 1.

Modifié selon acte reçu par Maître PANHARD, Notaire à PARIS, le 15 mars 2016 publié le 14 avril 2016 sages numéro B214P05 volume 2016 P numéro 1008, suivi d'une attestation rectificative du 6 juin 2016 publiée le 13 juin 2016 sages numéro B214P05 volume 2016 P numéro 1539.

Ce règlement de copropriété devra être observé par l'adjudicataire qui devra au surplus se conformer à la loi du 10 juillet 1965 portant statut de la copropriété des immeubles divisés par appartements.

La loi N°65-557 du 10 juillet 1965 (Article 48) a abrogé le chapitre II de la loi du 28 juin 1938 intitulé «Dispositions régissant les copropriétaires d'immeubles ». Elle constitue aujourd'hui la charte de la copropriété et doit s'appliquer immédiatement. Aux termes de l'article 43 de ladite loi, toutes les clauses du règlement de copropriété contraires aux dispositions des Articles 6 à 17, 19 à 37 et 42 sont réputées non écrites.

Un exemplaire du règlement de copropriété sera remis à l'adjudicataire par l'avocat poursuivant.

6^e rôle

3°/Les statuts de l'UNION DES SYNDICATS DES COPROPRIETAIRES DES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR ITALIE XIII ont été établis suivant acte reçu par Maître RENARD de SOULAGES, Notaire à PARIS, le 8 octobre 1984 publié au 5^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS le 20 novembre 1984 volume 3258 numéro 13.

4°/Il a été mentionné ce qui suit à l'acte acquisitif reçu par Maître TANQUERAY, Notaire à NOISY-LE-GRAND :

« ASSOCIATION SYNDICALE DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER

LE VENDEUR déclare qu'il existe une association syndicale libre dénommée ADYAL COGETOM - TOUR MAINE MONTPARNASSE » sis à PARIS (75015) 33 avenue du Maine. Il résulte d'un mail en date du 18 juin 2008 indiquant qu'il n'émet pas de demande de fonds au particulier.

Sur les servitudes

SERVITUDES SUR L'UNION SYNDICALE DENOMMEE « L'UNION DES SYNDICATS DES COPROPRIETAIRES DES IMMEUBLES DE GRANDE HAUTEUR XIII (TOUR RIMINI ET MANTOUE).

Le vendeur rappelle :

- qu'aux termes d'un acte reçu par Maître RENARD de SOULAGES, Notaire à PARIS, le 8 octobre 1984, afin d'unifier le service de sécurité desdits immeubles constituant des immeubles dit de grande hauteur, il a été constitué ladite union syndicale conformément aux dispositions des articles 43 et 45 du décret du 17 mars 1967.

- que cette union syndicale s'impose de plein droit à tout titulaire d'un droit de propriété, d'un droit réel ou de jouissance sur une partie desdits immeubles, ainsi qu'à leurs ayant droit ou ayant cause, de même que par voie de conséquence, les dispositions du ou des règlements intérieurs pris pour leur application.

L'immeuble dont dépendent les biens présentement vendus est donc soumis aux dispositions des statuts de l'union syndicale, en conséquence, la collectivité des copropriétaires constituée en syndicats de copropriétaires compris dans les tours RIMINI et MANTOUE et de celles qui y adhèreraient par la suite feront partie de cette union syndicale et seront tenus de contribuer aux dépenses de ladite union dans les conditions précisées par ses statuts.

Le cabinet FONCIA gère l'union syndicale en même temps que le syndic. »

7^c stèle

ORIGINE DE PROPRIETE

L'origine de propriété qui va suivre résulte de l'analyse de l'acte reçu par Maître TANQUERAY, Notaire à NOISY-LE-GRAND, le 7 juillet 2008.

En la personne de _____

↓, partie saisie

Les biens, objet de la présente vente, appartiennent à _____, susnommée, pour les avoir acquis seule, étant mariée avec Monsieur _____, _____ ↓ sous le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes de son contrat de mariage reçu par Maître TANQUERAY, Notaire à NOISY-LE-GRAND, le 17 avril 1997, préalable à son union célébrée à la Mairie de NOISY-LE-GRAND le 3 mai 1997, de :

- Mademoiselle Muriel Géraldine Yolande EPIARD, née le 29 décembre 1969 à FONTENAY-LE-COMTE (Vendée), célibataire.

Selon acte reçu par Maître Isabelle TANQUERAY, Notaire à NOISY-LE-GRAND, le 7 juillet 2008 publié au 5^{ème} bureau des Hypothèques de PARIS le 5 septembre 2008 sages numéro B214P05 volume 2008 P numéro 3022.

Moyennant le prix principal de 172 000 Euros payé comptant et quittancé audit acte au moyen d'un prêt consenti par le CREDIT LYONNAIS.

En ce qui concerne l'origine antérieure, l'adjudicataire en fera son affaire personnelle et il est d'ores et déjà autorisé à se procurer à ses frais exclusifs tous actes de propriété antérieure qu'il avisera toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché, à ce sujet.

8^e rôle

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

SUR SAISIE IMMOBILIERE

CHAPITRE 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er} – CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 – MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

g^e zôb

ARTICLE 5 – PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 – SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II : ENCHERES

ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

10^e rôle

ARTICLE 10 – SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal de Grande Instance compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du barreau de l'avocat postulant, pour être

M^e J. B.

distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et Consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 – VENTE AMIABLE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente, à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 – VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions de l'article 1347 et suivants du Code civil.

ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

12^e 206

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

13^e 706

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère.

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

14^e x06

ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-824 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE A PRIX

Outre les conditions et charges ci-dessus, les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant soit :

VINGT MILLE EUROS (20 000 €)

Fait et rédigé à PARIS, le

~~Par la Selafa Cabinet CASSEL, représentée par Maître Hervé CASSEL, Avocat poursuivant~~

Approuvé

lignes

mots rayés nuls et

renvois

15^e rôle

